

Dossier d'autorisation d'urbanisme

01735113M0006

Saint-Just-Luzac - Charente-Maritime

Type

Permis de construire

État

Autorisé

Autorisation

16/07/2013

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur [RegistreDesPermis.fr](https://registre-des-permis.fr).



Export généré le 17/08/2026 à 22:32 depuis [RegistreDesPermis.fr](https://registre-des-permis.fr).
Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	01735113M0006
Type	Permis de construire
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	SEQUOIA PARC
SIREN / SIRET	410299788 / 41029978800019

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2013
Autorisation	16/07/2013
Décision	16/07/2013
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2013-08
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2013-08

Localisation

Adresse	CHEM DEPARTEMENTAL N 728 LA JOSEPHTRIE SAINT-JUST-LUZAC 17320
Commune	Saint-Just-Luzac (17351)
Département	Charente-Maritime (17)
Région	Nouvelle-Aquitaine (75)
Code postal	17320
Parcelles cadastrales	E 1448, E 376, E 380

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	9db13a09-72a9-4871-b430-13872b4890b3
Première importation	12/06/2026 18:06
Dernière observation	02/08/2026 03:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SEQUOIA PARC	410299788	Société du permis
ERNST & YOUNG ET AUTRES	438476913	Commissaire aux comptes titulaire
EXCO SOCODEC	400726048	Commissaire aux comptes titulaire
BERNARD GROUSSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
BENEDICTE BREANT (DELIENS)	-	Commissaire aux comptes titulaire
OLIVIER GALLEZOT	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-ROCH MICHEL VARON	-	Président de SAS
SANDAYA INVESTISSEMENTS	897427217	Gérant
ACAPACE	378816284	Membre du conseil de surveillance
ANNE-CHARLOTTE MARIE CLAIRE COMBEAUD (GEORGES)	-	Directeur Général
FRANCOIS GEORGES	-	Président de SAS
BPIFRANCE INVESTISSEMENT	433975224	Membre du conseil de surveillance
CAMILLE MARGUERITE SUTTER	-	Administrateur
CAROLINE PAROT	-	Administrateur
CHLOE MAYENOBE	-	Administrateur
FREDERIC SAINT GEOURS	-	Administrateur
JEROME LOUIS ALAIN GAZZANO	-	Administrateur
MARION CABROL (ANNEQUIN)	-	Administrateur
OLIVIER JEAN LOUIS RAVEL	-	Administrateur
PIERRE ANDRE ARMAND AUBOUIN	-	Administrateur
NICOLAS DUFOURCQ	-	Président de SAS
ERNST & YOUNG ET AUTRES	438476913	Commissaire aux comptes titulaire
H C A	393142724	Commissaire aux comptes titulaire
PRISKA BOTBOL (TAIEB)	-	Directeur Général
PHILIPPE VAUGELADE	-	Président de SAS
JEAN-YVES FRANÇOIS CHALLIES	-	Directeur Général
ATHANASIOS ZOULOVITS	-	Membre du conseil de surveillance
BRUNO CANDES	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER LAROCHE	-	Membre du conseil de surveillance
AYMAR DE TRACY (HENRION STAAL DE MAGNONCOUR D'ESTUTT DE TRACY)	-	Président du conseil de surveillance

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de

détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.